

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 326 - VENDREDI 2 JUIN 2017

PÂQUERETTE CONFIANTE

On ne dit pas "moralisation".
C'est un gros mot.
La loi sera "pour la confiance".

AGENDA MILITANT

→ 6 juin

Montpellier [L'Assemblée](#)

→ 7 juin

Rennes [Atelier critique des médias](#)

→ 9 juin

Toulouse [Les politiques de jeunesse](#)

→ 10 juin

Forcalquier [Turquie : femmes en lutte](#)

Lille [Turquie, quand les femmes
prennent la parole](#)

Montmarault [Rencontre "agriculture"
de l'Atelier de Montluçon](#)

Paris [Les révolutions indo-afro-latino-
américaines et les révolutions arabes](#)

→ 13 juin

Toulouse [Philosophie et révolution](#)

→ 17 juin

Montreuil [La Fête du Temps des Cerises](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Communisme**

[Un bilan qui reste à faire.](#)
Pierre Zarka

→ **Bataille démocratique**

[Acharnement, poursuivis pour l'exemple
La main invisible des torrents d'argent.](#)
Alain Guillou

L'avenir, dans les urnes et dans les mobilisations

A lors que le gouvernement, empêtré dans les affaires de tel et telle ministre, vient de dévoiler ses intentions concrètes - peu ambitieuses - en matière de transparence de la vie politique, il reste encore flou sur ses projets et sa méthode en matière économique et sociale. Filtrant cependant de quelques discours et de ses premiers échanges avec les organisations syndicales des éléments qui montrent que le nouveau Président directeur général de la France a bien prévu de mener une guerre contre la société.

Parmi ces projets, la hausse de la CSG. Taxer davantage les retraités ayant une pension de plus de 1 200 euros par mois, voilà ce qu'on appelle l'avenir en marche ! La généralisation de la sélection à l'entrée de l'université : là où le baccalauréat constitue aujourd'hui le sésame pour entrer dans le supérieur, il s'agit d'instaurer des barrières anti-jeunes... on n'arrête pas le progrès !

Quant à la réforme du Code du travail, Emmanuel Macron et Edouard Philippe confirment vouloir l'imposer au pas de charge. Rappelons qu'il s'agit notamment de donner la primauté aux accords d'entreprises sur les accords de branche. Cela signifie concrètement que les entreprises pourront contraindre les syndicats à valider des accords plus défavorables aux salariés que les accords de branche. Cette inversion de la hiérarchie des normes, espérée par le patronat depuis des décennies, porte en elle une nouvelle dégradation de la condition des salariés. On aimerait que les organisations syndicales ne soient pas entièrement tournées vers la négociation (qui portera sur la meilleure façon dont les salariés peuvent perdre !) et qu'ils appellent d'emblée à la mobilisation.

Le 11 et le 18 juin, en votant pour les candidats présentés ou soutenus par la France insoumise, Ensemble ! et/ou le Parti communiste (sauf compromissions), nous nous donnerons des moyens de combattre ces projets scélérats et de porter de toutes autres ambitions. Il sera bien temps ensuite de faire le bilan de la séquence, du meilleur de la dynamique autour de la candidature de Jean-Luc Mélenchon au pire de la division délétère des candidatures aux législatives. Mais surtout, soulignons que si Macron obtient une majorité, seules des mobilisations d'ampleur permettront de combattre la nouvelle fuite en avant néolibérale qui s'annonce. N'oublions pas que le Président a été élu par défaut et qu'il dispose d'une légitimité faible, et qu'à l'inverse les mobilisations de 2016 contre la loi El Khomri et la dynamique Mélenchon indiquent que bien d'autres attentes diffusent dans la société.

● Michèle Kiintz, Gilles Alfonsi



La V^e République se meurt, quelle alternative construire ?

Face à cette question de l'Atelier de Montluçon, Olivier le Troquer, historien, propose un rapport libre et ouvert au passé, en interroge les expériences et les conceptions de la république, de la nation, de l'Europe, pour construire le présent et l'avenir. Extraits.



Olivier Le Troquer est agrégé d'Histoire, chercheur associé sur la seconde

moitié du XIX^e siècle, en particulier sur 1870-1871 (du renversement du Second Empire à la Commune de Paris). Il est membre du Comité de vigilance sur les usages publics de l'Histoire (Voir page 4) Il a participé à plusieurs ouvrages collectifs dont *Comment Nicolas Sarkozy écrit l'histoire de France*, (dir. De Cock, Madeline, Offenstadt, Wahnich), Agone 2008, *La république dans tous ses états*, (dir. Claudia Moatti et Michèle Riot-Sarcey) Payot 2009, *Histoire d'un trésor perdu. Transmettre la Révolution française* (dir. Sophie Wahnich) Prairies ordinaires, 2013.

La V^e République est à l'agonie, est-il dit dans l'invitation à cette rencontre¹, faisons autre chose. Cette question est celle du présent et de l'avenir. À quoi peut servir un historien et enseignant d'Histoire pour penser l'avenir ? Cela peut prendre différentes formes. J'ai beaucoup travaillé avec Michèle Riot-Sarcey et Sophie Wahnich sur la façon dont on peut sauver les expériences perdues ou oubliées du passé, comme par exemple celles des groupements d'ouvriers au XIX^e siècle, pour essayer de s'en servir aujourd'hui.

Un rapport libre et ouvert au passé

Un exemple. Fin avril 1871 la Commune de Paris est menacée par les Versaillais, la situation militaire est de plus en plus inquiétante, catastrophique, et annonce le massacre dans les rues de Paris. L'as-

semblée des communards discute de savoir s'il faut créer un Comité de Salut public, comme en 92-93 (et comme l'on fait les gens de l'extrême-droite le 13 mai 1958). Ils en discutent, ils ont des avis différents (il y a Courbet, il y a des inconnus, des cordonniers, etc.). Ce qui est intéressant quand on lit le *Journal officiel* de la Commune, où sont publiées les séances, c'est de voir que la question qui se pose, c'est celle du rapport avec le passé. Les uns disent que la situation est la même qu'en 1792, d'autres que non, qu'il faut oublier ce passé et être dans le présent, qu'il s'agit d'une révolution sociale et socialiste. Et d'autres encore qui établissent une relation avec ce passé tout en faisant la différence.

Par rapport aux différentes expériences des républiques passées, ce qu'il faut parvenir à faire, c'est discuter de la relation qu'on a avec ce passé de façon libre et ouverte. Sans s'en sentir ●●●

1. La vidéo de la rencontre est [ici](#)



●●● prisonnier et en essayant de ne pas en perdre ce qui peut nous être utile pour réfléchir.

C'est dans cette perspective que je me situe.

Je proposerai 3 questions à la fois simples et fondamentales :

- La république est-elle la réponse à toutes nos questions et à tous nos problèmes ?
- Une république nationale est-elle encore possible ?
- Est-il possible de construire une république qui soit à la fois l'unité et la multiplicité.

Dans ce que je vis et ce à quoi je suis confronté, comme vous, c'est la chose la plus difficile.

La république réponse à toutes nos questions ?

Regardons ce qui a été dit et pensé de la république au XIX^e siècle, avec la Cité, le modèle de l'Antiquité (la République romaine ou Athènes). Un libéral, Benjamin Constant développe l'idée qu'il y a la liberté telle que la conçoivent les Anciens et celle des Modernes². Celle

des Anciens, c'était la Cité, la collectivité rassemblée, et celle des Modernes, c'est la vie privée et, en gros, ce qui est commun (la collectivité), ce qui peut faire république ou démocratie, n'est qu'une partie seulement de la vie publique, et le reste étant la vie privée, l'activité économique, etc.

Il y a, à l'inverse, la façon dont a réfléchi la Commune de Paris dans sa "Déclaration au peuple français" le 19 avril 1871 : la nation est une unité qu'il faut conserver et il faut en même temps la penser comme une fédération de communes, de territoires. Les communards associent ainsi l'idée du passé (les cités isolées, séparées) et l'idée d'une assemblée plus grande qui permettrait de travailler, de penser et de vivre ensemble.

Et il y a encore une troisième approche de cette question, celle des républicains modérés, Gambetta par exemple : il faut un État fort (donc l'unité), il faut une autonomie locale, celle des communes (mais qui ne s'occupent que de leurs petites affaires), et puis il y a la vie des entreprises et Gambetta fait partie des républicains dits fondateurs qui pensent que l'État ne doit pas intervenir dans la vie économique.

Voilà 3 façons d'envisager le rapport au passé, à la république, à la cité.

J'ajouterai que si on peut aujourd'hui penser que la république est malgré tout une réponse nécessaire aux questions qui se posent, à la crise actuelle, il y a quand même quelques garde-fous à poser, même si l'on n'est pas *a priori* directement menacé en France par un régime totalitaire. Certains étudiants, de jeunes élèves de Terminales tentés par le concours de Sciences Po, avec lesquels je discute, considèrent que la démocratie est une chose compliquée, que finalement la démocrature (ce mot qui est un mélange de démocratie et de dictature) est peut-être plus simple. Et cela nous montre la nécessité de penser la question de l'État et des limites du pouvoir de l'État, de la république comme État.

À l'opposé, à considérer ce qu'est l'économie capitaliste, dans laquelle nous vivons, on pourrait très bien parler, avec des guillemets bien sûr, de totalitarisme entrepreneurial. Finalement, nous serions censés être des citoyens réduits à l'état de consommateurs et de salariés, non autonomes. Il y a quelque chose d'une emprise quasi totale si on regarde les entreprises comme ●●●

2. Benjamin Constant, "De la Liberté des Anciens comparée à celle des Modernes", 1849.



Partager l'Histoire, partager les savoirs



Le Comité de vigilance sur les usages publics de l'Histoire (CVUH) est né en réaction au vote de la loi du 23 février

2005 dont l'article 4 insistait sur les "effets positifs de la colonisation" et en prescrivait l'enseignement. Réunissant enseignants du supérieur, du secondaire, et des citoyens, les membres de l'association souhaitent exercer leur vigilance et porter un regard critique sur les usages et mésusages publics de l'Histoire.

Le CVUH organise des conférences et, dans le contexte de la campagne électorale, des ateliers intitulés "les mots du politique" autour de couples de mots : par exemple démocratie/liberté, civilisation/barbarie, souveraineté/souverainisme, etc., pour réfléchir à l'emploi des termes, leur signification, leur histoire, et leur récupération. L'atelier le plus récent portait sur réforme/révolution.

Plus sur le CVUH [ici](#)

●●● Foxconn en Chine, qui fabrique des Smartphones, Samsung ou iPhone par exemple,) qui font penser à ce qu'est une emprise totalitaire. Je rappelle au passage les ouvrages de Hannah Arendt sur le totalitarisme – utilisés pendant la Guerre froide dans le sens d'une identité entre communisme et fascisme. Hannah Arendt avait développé toute une analyse - partie traduite bien plus tard, et sans doute pas par hasard - sur le colonialisme comme une des sources du totalitarisme³.

Il y a quelque chose dont il ne faut pas perdre l'usage et la pertinence.

Une république à l'échelle nationale ?

J'évoquerai d'abord la question du collectif, du "nous", ce nous qui justement n'est pas toujours facilement prononçable. Souvenons-nous de ce slogan de défense de *Charlie Hebdo* après le massacre : non pas "Nous sommes Charlie" mais "Je suis Charlie". Le "nous" collectif disparaissait derrière le "je" de l'individu se projetant sur un nom - qui était

pourtant une rédaction toute entière. Autrement dit, on faisait disparaître le collectif derrière un nom. Autre exemple : utilisant en cours la fameuse couverture de *Hara-Kiri* "Bal tragique à Colombey", j'ai vu certains élèves choqués par la caricature d'un chef d'État : l'individu exalté comme un chef ne doit pas être désacralisé. La question soulevée par ces deux exemples - la possibilité ou non d'un "nous", d'un collectif, et le rapport au chef de l'État ou au personnage qui serait le chef -, c'est celle de la démocratie tout court.

Un mot sur ce qu'on appelle la crise de la conscience nationale. La conscience nationale, c'était au XIX^e siècle le printemps des peuples, quelque chose de positif, une émancipation collective. Rappelons la signification émancipatrice de *La Marseillaise* : "contre nous de la tyrannie l'étendard sanglant est levé", cette phrase, avec sa structure inversée, signifiait que le drapeau de la tyrannie (des rois, des tyrans) est levé contre nous, contre la liberté – ce qui n'est plus du tout compris. Il faut en réactiver le sens.

Aujourd'hui, la conscience nationale fonctionne comme une sorte de repli défensif, voire xénophobe. Les ●●●

3. *Les Origines du totalitarisme*, 1^e édition 1951, traductions françaises : Tome 1 *Sur l'antisémitisme*, 1973, tome 2 *L'impérialisme*, 1982, *Le Totalitarisme* 1972.

●●● identités, qui sont des constructions très récentes fonctionnent non pas comme une idée émancipatrice mais bien comme un repli sur des frontières et un “nous” par rapport au “danger” que serait “l’afflux des migrants”, etc.

Une république combinant l’un et le multiple

Une république articulant les différences, sans exclure les marges, en concevant des mécanismes de pouvoir et contre-pouvoirs, et en facilitant l’autonomie individuelle et collective : arriver à penser ensemble mais en même temps en laissant les sujets que nous sommes et les citoyens penser de façon autonome.

Je prendrai deux exemples sur l’articulation des différences, c’est-à-dire comment au lieu de trancher sur les oppositions essayer de travailler avec elle.

Un premier exemple concerne le rapport à l’économie. Pendant la Commune de Paris, il faut des uniformes pour la Garde nationale. Des entreprises privées les fabriquaient, qui exploitaient les femmes - à l’époque le salaire des femmes étant encore bien plus inférieur à celui des hommes qu’aujourd’hui. La Commune discute, l’idée est de confier la fabrication des vêtements à des coopératives

ouvrières, et les femmes protestent : elles craignent, si ce choix est fait, de se retrouver au chômage. Et donc au cœur de l’évènement, dans une situation concrète, le projet émancipateur se heurte à la réalité même de l’exploitation. Comment concilier ces contradictions ? On tranche alors dans l’urgence, on décide qu’une partie du marché va être laissée à ces entreprises qui exploitent les femmes, et une autre confiée à des coopératives ouvrières. Comment articuler ce qui est marché libre, c’est-à-dire féroce, et ce qui est économie sociale et coopérative ? Voilà une question qui mérite d’être posée et réfléchie.

Deuxième exemple : la question de la laïcité. Vous savez qu’il y a deux façons de la concevoir, la laïcité dite ouverte et la laïcité dite ferme ou forte. Je suis tout à fait en faveur du maintien de la loi interdisant le voile à l’école. En même temps, j’enseigne à des filles dont certaines se voilent à l’extérieur et lorsque je passe à l’université il y a des jeunes femmes voilées dans le public étudiant. Et je fais avec, je trouve qu’il est intéressant de penser ces 2 situations et d’expliquer pourquoi, dans un certain contexte, il y a lieu de continuer à interdire le voile (qu’on le maintienne à l’extérieur de l’école

primaire et secondaire) ; et pourquoi, une fois les étudiants devenus majeurs, le fait que le voile soit autorisé à l’université est une bonne chose. Pourtant, c’est une contradiction en soi. Mais cette contradiction est féconde pour essayer de penser le rapport à l’autonomie.

Le pouvoir d’agir

Dans son livre, *La Révolution*, Emmanuel Macron se présente comme ayant, lui, un projet pour la France et dit qu’il faut laisser les sujets, les citoyens, beaucoup plus libres et autonomes. Mais à y regarder de près, il est symptomatique de voir que les acteurs, ce sont les collectivités, les élus, les chefs d’entreprise. Et il y a les citoyens, des gens qui doivent servir, non pas subir, mais servir quand même. C’est-à-dire qu’au cœur de son projet qu’il appelle révolution, il y a quand même cette hiérarchie entre ceux qui font l’Histoire, et puis nous, les gens qui n’ont pas de nom, qui ne sommes pas des auteurs de l’Histoire mais simplement au service de l’Histoire, et de quelqu’un qui veut la mener.

Cela me semble une question fondamentale si on veut réfléchir à une autre république : comment faire que les anonymes, ceux qui n’ont pas de nom ●●●

Dans le fil de la discussion. Extraits

Pas de modèle préconçu

Le déclenchement de la révolution républicaine à Paris avait stimulé les révoltes à Rome, Prague, Vienne, Berlin ou Francfort, pour l'instauration de la république. Ces soulèvements ont été vaincus. Mais ce n'est pas pour autant qu'une Europe conçue comme république ou animée par des pensées républicaines n'est pas possible.

La république peut être émancipatrice ou pas. Penser la république est un travail à mener à l'échelle européenne. L'Europe, pour moi, n'est par nature ni oppressive ni libératrice, c'est un enjeu. Comme il est un enjeu que la république en France soit conservatrice ou émancipatrice. Autrement dit, il n'y a pas de modèle préconçu, c'est à nous de la construire.

La nation, un conflit

Penser que les valeurs ouvrières sont identiques aux valeurs de la nation, c'est historiquement faux. Ce sont les luttes qui ont fait que l'État monarchiste d'abord, puis impérial, puis républicain, a dû intégrer dans les lois un peu de l'histoire ouvrière.

La république démocratique sociale du 19^e siècle, c'est le drapeau rouge. Autrement dit la nation, l'unité de la nation n'est pas une évidence, la nation, c'est un conflit.

Souveraineté nationale ?

La souveraineté est-elle possible à l'échelle européenne, souhaitable ou pas, cela demande à être réfléchi. Mais pour moi si on s'arrête à penser la république à l'échelle de la nation, si on s'arrête à cette notion de frontières, on se situe dans un phénomène régressif. Cela ne veut pas dire supprimer la nation ou oublier le rapport émancipateur à la nation, la nation n'est pas régressive par nature, mais tout dépend ce qu'on en fait.

Le possible renouveau de la démocratie

C'est bien dans la possibilité d'élaborer un autre rapport des citoyens à la politique, de dire que c'est possible – et qu'on peut utiliser les expériences du passé pour penser autrement –, que réside un renouveau possible de la démocratie.

d'auteur, ceux qui sont simplement le peuple, c'est-à-dire nous, puissent exister collectivement et singulièrement en même temps, au-delà de la signature qui dit que le peuple "a voté", que le peuple est pour, le peuple est contre ? Je rappellerai cette formulation de Michèle Riot-Sarcey dans son livre sur le procès de la liberté au XIX^e siècle⁴, où elle rappelle que la liberté n'est pas simplement le droit de s'exprimer librement, c'est au XIX^e siècle pour les ouvriers le pouvoir d'agir. Et c'est fondamental aujourd'hui. Ce pouvoir d'agir doit être rendu possible - individuellement et collectivement – pour ne pas se retrouver dans la situation qui était celle de la première moitié du XIX^e siècle où finalement le vote et le pouvoir, c'était le privilège des notables.

● Transcription **Nadia Pinson**
Synthèse **Michèle Kiintz**

⁴ Michèle Riot-Sarcey, *Le procès de la liberté. Une histoire souterraine du XIX^e siècle en France*, La Découverte, 2016, 353 p.

La fin d'une longue transition

Quand on change de conjoncture, de période, d'époque, de génération, de siècle, de moment, il est toujours difficile de penser ce qui est nouveau, précisément parce que l'on ne dispose pas d'autres catégories de pensée que celles qui permettaient - tant bien que mal - de penser l'époque précédente. Il n'est pas rare que l'on marque le pas dans l'élaboration de nouvelles catégories, ou dans la critique des anciennes, et pendant ce temps, l'Histoire suit son cours à l'aveugle, avec le risque que lorsque les cadres conceptuels anciens auront prouvé leur obsolescence, ils soient remplacés à la petite semaine par des instruments tout aussi imparfaits, et qui sous les allures du neuf recyclent sans le dire et sans le savoir des idées ou conceptions qui ont déjà fait la preuve de leur impuissance.

Or, nous arrivons aujourd'hui au terme d'une longue transition qui clôture plusieurs fins de cycles distinctes - si bien que ce n'est pas seulement une approche, mais plusieurs, qui demandent à être révisitées.

Le cycle des alternances, par exemple, a commencé il y a plus de 35 ans. Pendant près d'un quart de siècle, la V^e République avait été celle de la droite : d'abord celle du pouvoir gaulliste, revendiquant la fin du "régime des partis", qui avait vu la montée en puissance d'une gauche porteuse d'un projet d'alternative, pour s'achever avec le septennat de Giscard d'Estaing, sauvant de justesse les meubles en 1974. Personne alors ne se disait "de droite". Depuis l'élection présidentielle de 1981, chaque élection a vu au contraire le pouvoir en place battu dans les urnes. Une bipolarisation se mettait en place, entre une droite assumée et une "gauche" dont les politiques étaient de plus en plus contaminées par l'idéologie dominante à l'échelle mondiale, celle du néolibéralisme triomphant. L'idée d'alternative s'était vue substituer celle d'alternance, morne

et répétitive. Mais le long cycle historique dont celui-ci était la clôture, celui de la croissance capitaliste, a lui aussi pris fin.

C'est en un sens en sortant de ces cycles que l'on sort du XX^e siècle. La sortie aura été longue, et il n'est pas sûr qu'elle soit achevée. Mais lorsque l'on dit ici ou là que Macron nous ramènerait au XIX^e, c'est une grosse erreur. Macron nous fait entrer en fanfare dans le XXI^e siècle. La question de l'alternative doit y retrouver sa place, dans des termes nouveaux. Et si aux débuts du XX^e siècle, Rosa Luxemburg présentait l'alternative historique

comme un choix entre socialisme et barbarie, celle qui se présente à nous est sans doute plus grave encore : communisme ou disparition de l'espèce humaine. Parce que les défis du temps ont changé, la manière de les penser et de les relever ne peut plus être celle à laquelle nous avons été accoutumés, ni même celle dont le long épuisement de ces cadres classiques a pu donner l'idée.

Dans le regard que nous portons sur le passé, sur nos échecs voire sur nos succès, la question de la focale est décisive.

C'est une dynamique fréquente des habitudes : croire que l'instant ressemble à l'éternité ; croire qu'il suffit de le regarder au présent pour en comprendre la dynamique. Comprendre le présent, c'est non seulement comprendre ce qui est forclos du monde d'hier, mais c'est aussi identifier les étapes et les séquences de ce monde d'hier. Toute une école d'historiens nous a habitués à raisonner en longue période. Quels que soient les excès que l'on a pu leur reprocher, il convient de ne pas trop en revenir à la fugacité du moment sans avoir retenu leur leçon.

● Laurent Lévy



S

Comme “Société civile”

À l’occasion de la constitution du gouvernement, on a vu fleurir un peu partout l’expression “société civile”. À première vue, le terme de “société civile” serait dans la bouche de la plupart des commentateurs tout simplement synonyme de “société”. On s’en servirait pour parler de ceux qui ne viennent pas du monde de la politique.

À y regarder de plus près, la plupart des nouveaux ministres issus de cette fameuse société civile sont, à l’exception d’une sportive et d’un ancien animateur télé, des personnes qui viennent du monde des affaires. Pas d’ouvrier, d’employé, de paysan. Pas non plus de syndicaliste, de scientifique ou d’artiste. La société civile, telle que conçue aujourd’hui, n’est pas la société, mais la bourgeoisie.

La notion de société civile a une histoire. C’est un concept de la pensée politique. Marx, par exemple, en parle à plusieurs reprises.

Dans sa *Critique du droit politique de Hegel*, il reprend cette notion utilisée par le philosophe allemand. Mais il esquisse les prémisses d’une analyse de classe. Il poursuivra cette réflexion dans sa critique de la *Question juive* de Bruno Bauer, montrant la contradiction entre l’idéologie juridique et les faits, l’affirmation d’une citoyenneté abstraite partagée par tous qui repose sur la division réelle des hommes entre eux.

Dans sa préface à sa *Contribution à la critique de l’économie politique*, il précise : « Les conditions juridiques et les formes politiques ne peuvent s’expliquer par elles-mêmes, ni par ce qu’on appelle l’évolution générale de l’esprit humain ; elles ont au contraire leur fondement dans les conditions de la vie matérielle que, suivant l’exemple des Anglais et des Français du XVIII^e siècle, Hegel appelle d’un nom générique, la “société civile” ; et c’est dans l’économie qu’il faut chercher l’anatomie de la société civile. »

La société civile, telle que conçue aujourd’hui, n’est pas la société, mais la bourgeoisie.

Dans les conditions d’une société divisée en classes, la société civile est le lieu de cette division. Y recourir est présenté aujourd’hui comme une ouverture car cette société civile est censée être indépendante de l’État. Cette indépendance supposée est plus que douteuse car la bourgeoisie actuelle, même si elle prône, conformément à l’idéologie libérale, la réduction du rôle de l’État, ne cesse de vivre à ses crochets. Quant à l’État, il n’est nullement indépendant de cette société civile bourgeoise, comme le montre la réorganisation politique actuelle.

Le politologue Jérôme Sainte-Marie, l’auteur du *Nouvel ordre démocratique*, met l’accent sur le “vote de classe” qui a marqué selon lui les récentes élections. D’un côté, un vote des classes populaires (qui font les frais de la mondialisation ultralibérale), vote divisé entre Le Pen et Mélenchon et opposé du point de vue des perspectives (le retour en arrière ou la VI^e République) mais dont les électeurs partagent le rejet du système et une aspiration à la souveraineté.

De l’autre, un vote de la bourgeoisie qui se réunifie au centre. Le système bipartisan qui lui a permis pendant des décennies de maintenir une alternance sans alternative, et la poursuite d’une politique dominée par les marchés, est aujourd’hui en crise. D’où le rassemblement autour de Macron pour faire front. Cette réunion politique de la bourgeoisie lui donne une force nouvelle et est lourde de menaces pour les salariés, leurs droits et leurs retraites, mais elle est en même temps un aveu de faiblesse. Le roi est nu. En mettant directement la finance aux affaires, elle se met en danger et les mêmes causes produisant les mêmes effets, elle favorise la montée potentielle des “extrêmes”, pour reprendre le vocabulaire des tenants du système.

Dans ce contexte le recours à la notion de société civile est intéressant. ●●●

●●● Le penseur marxiste et le théoricien de la politique qui a le plus utilisé et développé de façon positive la notion de société civile est Gramsci¹. Il le fait pour une part parce qu'il est contraint dans ses *Cahiers de prison* de modifier la terminologie classique du marxisme afin d'éviter la censure, mais ce faisant, il produit du nouveau. Pour lui, la société civile est l'ensemble des organismes privés qui concourent à instaurer une hégémonie idéologique et culturelle dans la société. (Dans une formule, il écrit, dans ses *Notes sur Machiavel* en 1930, « *État = société politique + société civile, c'est à dire hégémonie cuirassée de coercition* ».)

La société civile est l'intermédiaire entre la structure des rapports de production capitalistes et la société politique qui assure la domination de la classe dominante. Elle est ce qui permet de cimenter autour d'elle un bloc historique qui se reconnaît dans une culture, une idéologie, une « *foi* », écrit-il même à plusieurs reprises.

Côté communiste, Gramsci a longtemps été ignoré. Et particulièrement cette insistance mise sur le rôle de la société civile. La notion n'est pas reprise par les marxistes soviétiques qui s'en tiennent à la critique classique et classiste. On peut penser que ce n'est pas pour rien dans cette vision du socialisme selon laquelle la société n'était pas autonome à l'égard de l'État et de la « société politique », pour reprendre le terme de Gramsci, c'est-à-dire du parti. Le refus de prendre en compte le rôle et l'autonomie de la société civile a certainement contribué à empêcher le progrès démocratique et l'avancée réelle dans la voie d'un dépérissement de l'État.

Il y a à cela des causes historiques et sociales. Déjà, réfléchissant à la révolution d'Octobre victorieuse en Russie et à la situation à l'Ouest, Gramsci notait la nécessité de passer de la guerre de mouvement à la guerre de position (dont il dit que Lénine l'avait pressenti). Il l'expliquait ainsi : « *En Orient, l'État étant tout, la société civile était primitive et gélatineuse ; en Occident, entre État et société civile, il y avait un juste rapport.* » Les sociétés occidentales modernes se distinguent selon lui par le caractère complexe et développé de leur société civile. D'où la priorité donnée au combat culturel et intellec-

tuel pour que les classes subalternes gagnent une hégémonie dans la société civile.

Ici et aujourd'hui, devant le discrédit de l'appareil politique de la bourgeoisie, la société civile est appelée à la rescousse. Et il est frappant de voir comment Gramsci est utilisé et détourné par la droite, voire l'extrême-droite. On savait déjà que c'était une référence, côté Front national ou Sarkozy... Mais la vogue du terme « société civile » montre que cela va beaucoup plus loin.

Pour ceux qui veulent changer la société, disputer l'hégémonie culturelle dans la société civile est donc bien la tâche de l'heure.

Pour (Gramsci), la société civile est l'ensemble des organismes privés qui concourent à instaurer une hégémonie idéologique et culturelle dans la société

On peut affirmer que les communistes français ont longtemps fait du « gramscisme sans le savoir ». À l'époque stalinienne où ils jouissaient d'une autorité dans les milieux intellectuels et culturels. Les noms d'Aragon, Eluard, Picasso, Joliot-Curie, Langevin ou Wallon et bien d'autres en témoignent Et ce n'est pas un hasard si ce sont aussi les années de vraie influence populaire, avec non seulement des résultats électoraux, mais une influence structurée dans une multitude d' « organisations de masse », des Pionniers aux Vieux de France. Même si

ce furent, paradoxalement, des années aussi marquées par le sectarisme, (mais celui-ci a survécu au stalinisme).

Curieusement, quand les communistes français ont voulu se dégager du stalinisme, ils ont aussi rompu avec ce « gramscisme » là en délaissant ces activités de masse et en se ralliant en pratique, suite à une certaine interprétation du Comité central d'Argenteuil, à une conception dépolitisée de la culture. Aujourd'hui, pour ceux qui, dans la tradition marxiste veulent transformer la société, ne pas laisser Gramsci aux mains de la droite impliquerait une tout autre stratégie, qui passerait par une repolitisation de la question culturelle et par le simple fait d'être présent dans le rassemblement populaire en formation, au lieu de rester sur le bas-côté de la route.

1. Voir *Gramsci, Textes choisis* et présentés par André Tosel, Le Temps des Cerises éditeurs.

Discours sur la paix

Vers la fin d'un discours extrêmement important
le grand homme d'État trébuchant
sur une belle phrase creuse
tombe dedans
et désemparé la bouche grande ouverte
haletant
montre les dents
et la carie dentaire de ses pacifiques raisonnements
met à vif le nerf de la guerre
la délicate question d'argent.

Jacques Prévert (1900-1977)
(Paroles)



La Biennale Internationale de la poésie organisait le 1^{er} juin une soirée Prévert à Ivry : conférence-lectures d'Arnaud Laster et Danièle Casiglia Laster. Ci-dessus extraits de l'invitation.

● **Loupé.** Les ennuis de Richard Bertrand, ministre de la Cohésion des territoires, soupçonné de montages financiers douteux en tant que directeur des Mutuelles de Bretagne, et ceux de Murielle de Sarnez, ministre des Affaires européennes, concernant un emploi fictif au Parlement européen, empoisonnent la marche gouvernementale. Et viennent de conduire Emmanuel Macron et Edouard Philippe à reporter la présentation du projet de loi sur la transparence de la vie politique, prévue initialement avant le premier tour des élections législatives. Bref, ça commence bien !

● **(Al)chimie.** Lundi dernier, le nouveau PDG de la France recevait le Président russe, Vladimir Poutine, sous les ors de Versailles, tant qu'à faire. Comment un tel "cadeau de propagande" a-t-il pu être fait au maître du Kremlin ? Passons sur les commentaires serviles des grands médias : Emmanuel Macron aurait eu une attitude courageuse, forte, aurait surpris son interlocuteur par sa gestuelle efficace, etc. Plus sérieusement, ont été abordés la lutte contre le terrorisme, les droits de l'homme en Russie et en Tchétchénie, les relations entre la France, l'UE et la Russie. À propos de la guerre en Syrie, E. Macron a évoqué la « *ligne rouge très claire* » que serait « *l'utilisation d'armes chimiques, par qui que ce soit* », ainsi que la nécessité d'« *une transition démocratique* » qui « *préservera un État syrien* », les discussions devant inclure « *l'ensemble des parties prenantes du conflit syrien, y compris les représentants de Bachar Al-Assad* ». La « *mise en place d'un groupe de travail* » d'experts semble avoir été retenue. C'est la politique des petits pas... Au moins Macron a-t-il clairement exprimé « *l'importance pour la France du respect de toutes les personnes, les minorités et sensibilités* », à propos des crimes commis actuellement en Tchétchénie contre les homosexuels. Par ailleurs, Moscou a confirmé ses accointances avec Marine Le Pen : « *Pourquoi refuser une rencontre avec une personnalité intéressante pour nous ? (...) Mme Le Pen a depuis toujours travaillé au rapprochement avec la Russie* ». Mais la tentative d'influencer l'élection présidentielle n'a pas été abordée. À suivre.

● **Actualité.** Il n'a pas eu la Palme d'or, mais le Grand prix du Festival de Cannes. *120 battements par minute* et son réalisateur-militant Robin Campillo ont été ovationnés lors de la cérémonie de clôture. Le film raconte Act Up-Paris, des années 90. *Libération* écrit : « *À l'écran, on les regarde, filles ou garçons, gays ou trans, séropo ou séroneg, hémophiles ou toxicos, s'invectiver, avec la sensation d'assister à la naissance d'une action politique en train de s'inventer.* » Pour les publics jeunes, le film sera l'occasion de découvrir comment ont alors été inventés de nouveaux modes d'actions, provocateurs et radicaux. Cependant, l'un des fondateurs d'Act Up-Paris, Didier Lestrade, souligne aussi l'actualité du film : « *Aujourd'hui les actions coup de poing d'Act Up-Paris des années 1990 ne seraient pas tolérées un seul instant par l'État, la police, et une grande partie de la classe politique. (...) Aujourd'hui, ce ne sont plus les gays que l'on traîne en garde à vue, ce sont les Noirs et les Arabes que l'on matraque et que l'on tue quand ils protestent pacifiquement et dignement contre la violence policière et le manque de respect pour tout ce qui est minoritaire. L'épidémie a laissé la place à un racisme alimenté par la droite comme la gauche* ». Lire [ici](#).

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr

Dernière minute

À l'heure où nous bouclons ce numéro, nous apprenons que Donald Trump a décidé du retrait des États-Unis de l'accord de Paris sur le climat. Nous reviendrons rapidement sur cette décision désastreuse et sur la manière d'y faire face.

Cerises